



The Effect of Tax Burden on the Private Investment Rate in the Democratic Republic of Congo: An Empirical Analysis over the Period 2010–2025

Impact de la pression fiscale sur le taux d'investissement prive en rdc : une analyse empirique entre 2010-2025

BUTUMBI MUKENGE Dieudonné

Département des sciences Economiques

Doctorant et chercheur en économie publique et développement durable.

KIAKU KAVUNZU Alliance

Département des sciences Economiques

Doctorant en économie publique et développement durable, Expert en économie institutionnelle.

MUDIANYI MANYAMUNDA Georges

Département des sciences Economiques

Chercheur et Doctorant en économie publique et développement durable.

KIKUNI MULAKILWA Fiston

Département des sciences Economiques

Chercheur et Doctorant, en économie publique et développement durable RDC.

BONGENWA ISOTALE Delo

Département des sciences Economiques

Chercheur Doctorant en économie publique et développement durable.

MUWALA BALUC Mardoché

Département des sciences Economiques

Chercheur et Apprenant en DES/DEA, économie publique et développement durable.

(Tous) Faculté des sciences économiques et de gestion, Université de Kinshasa RDC.

Résumé

Cette étude examine l'impact des recettes fiscales sur l'investissement privé en République Démocratique du Congo (RDC) sur la période 2010-2025, en intégrant le rôle du PIB, du crédit au secteur privé et du taux d'intérêt. En utilisant un modèle à correction d'erreur vectoriel (VECM) adapté aux séries cointégrées, les résultats montrent que l'augmentation des recettes fiscales stimule significativement l'investissement privé, notamment via l'amélioration des infrastructures et des services publics. L'effet dissuasif d'une pression fiscale excessive n'a pas été observé, le niveau de fiscalité restant modéré, tandis que l'impact global des recettes fiscales dépend de la qualité de la gouvernance et de l'efficacité des dépenses publiques, ce qui limite partiellement l'effet du crédit privé. Le PIB exerce un effet d'entraînement sur l'investissement, le crédit au secteur privé soutient modérément l'accumulation de capital, et le taux d'intérêt agit comme un frein. Le terme de correction d'erreur indique que 53 % des déséquilibres de court terme se corrigent par période, confirmant un ajustement rapide vers l'équilibre de long terme. Ces résultats soulignent que des politiques fiscales productives et une gouvernance efficace constituent des leviers stratégiques pour stimuler l'investissement privé et la croissance économique durable en RDC.

Mots-clés : Recettes fiscales, Investissement privé, RDC, VECM, Gouvernance, Croissance économique, PIB, Crédit privé, Taux d'intérêt.

Abstract

This study investigates the impact of tax revenues on private investment in the Democratic Republic of Congo (DRC) from 2010 to 2025, considering the role of GDP, private sector credit, and interest rates. Using a vector error correction model (VECM) suitable for cointegrated series, the results indicate that an increase in tax revenues significantly stimulates private investment, mainly through improvements in infrastructure and public services. No dissuasive effect of excessive taxation was observed, as tax levels remain moderate, while the overall effect of tax revenues depends on governance quality and public spending efficiency, partially limiting the impact of private credit. GDP exerts a growth-driving effect on investment, private sector credit moderately supports capital accumulation, and interest rates act as a constraint. The error correction term shows that 53% of short-term imbalances are corrected each period, confirming a rapid adjustment toward long-term equilibrium. These findings highlight that productive fiscal policies and effective governance are strategic levers for promoting private investment and sustainable economic growth in the DRC.

Keywords: Tax revenues, Private investment, DRC, VECM, Governance, Economic growth, GDP, Private credit, Interest rate.

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.20552887>

1. INTRODUCTION

La mobilisation des ressources nationales s'est imposée, au fil des décennies, comme un levier essentiel pour financer le développement dans les pays en développement. Un tel enjeu est particulièrement marquant en République démocratique du Congo (RDC), qui est confrontée à une dépendance chronique à l'aide étrangère, à une base fiscale limitée et à une économie dominée par l'exploitation des ressources. La RDC a mis en œuvre des réformes fiscales afin d'accroître les recettes publiques, notamment en modernisant l'administration fiscale et en élargissant l'assiette fiscale de 2010 à 2025. Néanmoins, cela soulève la question de l'efficacité réelle de ces politiques au regard des dynamiques économiques nationales, en particulier sur l'investissement privé (considéré comme la clé pour maintenir la croissance économique).

La relation entre les recettes fiscales et l'investissement privé est donc plutôt ambiguë dans ce contexte. D'une part, des recettes fiscales plus élevées peuvent signifier que l'État peut financer les infrastructures publiques et/ou favoriser un environnement plus propice aux entreprises, permettant ainsi davantage d'investissements privés. À l'inverse, une charge fiscale plus lourde freine l'initiative privée et réduit les marges bénéficiaires des entreprises, agissant ainsi comme un désincitatif à l'accumulation de capital. Exemple : Cette dualité préfigure un problème fondamental de : **dans quelle mesure l'évolution des recettes fiscales influence-t-elle le taux d'investissement privé en RDC sur la période 2010-2025 ?**

De cette problématique découlent les hypothèses suivantes :

H1 : L'augmentation des recettes fiscales exerce un effet positif sur l'investissement privé à travers l'amélioration des infrastructures et des services publics.

H2 : Une pression fiscale excessive a un effet négatif sur l'investissement privé en réduisant les incitations à investir.

H3 : L'effet global des recettes fiscales sur l'investissement privé dépend de la qualité de la gouvernance et de l'efficacité des dépenses publiques.

L'objectif principal de cette étude est d'analyser empiriquement l'impact des recettes fiscales sur le taux d'investissement privé en RDC. De manière spécifique, il s'agit (i) d'évaluer la dynamique des recettes fiscales et de l'investissement privé, (ii) d'estimer la relation entre ces deux variables, et (iii) d'identifier les canaux de transmission de cette relation dans le contexte congolais.

Le choix de ce sujet se justifie par l'importance stratégique de l'investissement privé dans le processus de développement économique de la RDC, ainsi que par la nécessité d'optimiser les politiques fiscales dans un environnement caractérisé par de fortes contraintes budgétaires. L'intérêt de cette étude est à la fois scientifique et pratique : elle contribue à enrichir la

littérature empirique sur les économies africaines tout en fournissant des éléments d'aide à la décision pour les autorités publiques.

Sur le plan méthodologique, cette recherche s'inscrit dans une approche quantitative basée sur l'analyse économétrique des données macroéconomiques couvrant la période 2010-2025. Le modèle estimé met en relation le taux d'investissement privé avec les recettes fiscales, en contrôlant d'autres variables macroéconomiques pertinentes telles que le produit intérieur brut, le taux d'intérêt et le crédit au secteur privé. Des tests de stationnarité, de cointégration et des modèles de régression appropriés seront mobilisés afin de garantir la robustesse des résultats¹.

Enfin, la délimitation de l'étude est triple. Elle est temporelle, en couvrant la période 2010-2025, caractérisée par des réformes fiscales significatives en RDC ; spatiale, en se limitant au territoire congolais ; et thématique, en se focalisant exclusivement sur la relation entre recettes fiscales et investissement privé, sans aborder en profondeur d'autres dimensions des finances publiques.

2. CADRE THÉORIQUE ET REVUE DE LA LITTÉRATURE

2.1. Revue de la littérature théorique

L'analyse de la relation entre recettes fiscales et investissement privé s'inscrit dans plusieurs courants théoriques majeurs de la pensée économique, qui offrent des lectures parfois divergentes mais complémentaires.

D'abord, l'approche néoclassique, portée notamment par Robert Solow, considère l'investissement comme une fonction des conditions macroéconomiques, notamment du coût du capital et du niveau d'épargne. Dans cette perspective, la fiscalité agit principalement à travers son influence sur les incitations à investir. Une fiscalité élevée réduit le rendement du capital et décourage l'investissement privé, en particulier dans les économies où les marchés financiers sont imparfaits. Ainsi, une augmentation des recettes fiscales, si elle repose sur une pression fiscale accrue, peut entraîner une contraction de l'investissement privé².

Ensuite, la théorie keynésienne, inspirée des travaux de John Maynard Keynes, met en avant le rôle actif de l'État dans la stimulation de l'activité économique. Dans ce cadre, les recettes fiscales constituent un instrument permettant de financer les dépenses publiques,

¹ Les techniques économétriques mobilisées incluent notamment les tests de Dickey-Fuller augmenté (ADF), les modèles VAR/VECM ou ARDL selon les propriétés des séries temporelles.

² Solow, R. (1956), *A Contribution to the Theory of Economic Growth*.

notamment en infrastructures et en services collectifs. Ces dépenses peuvent avoir un effet d'entraînement crowding-in sur l'investissement privé en améliorant la productivité globale de l'économie. Ainsi, l'impact des recettes fiscales dépend moins de leur niveau que de leur utilisation³.

Par ailleurs, l'approche de la croissance endogène, développée notamment par Paul Romer, insiste sur le rôle des politiques publiques dans la détermination du taux de croissance à long terme. Dans ce cadre, la fiscalité peut favoriser l'investissement privé si elle est orientée vers le financement du capital humain, de l'innovation et des infrastructures. Toutefois, une fiscalité mal conçue peut générer des distorsions économiques et freiner l'accumulation du capital.

Enfin, la théorie de l'effet d'éviction crowding-out, souvent associée aux modèles IS-LM, souligne que l'augmentation des ressources publiques peut évincer l'investissement privé, notamment lorsque le financement de l'État entraîne une hausse des taux d'intérêt. Ce mécanisme est particulièrement pertinent dans les économies comme la RDC, où les marchés financiers sont peu développés et sensibles aux déséquilibres budgétaires⁴.

En somme, la littérature théorique met en évidence une relation ambiguë entre recettes fiscales et investissement privé, dépendant du niveau de fiscalité, de l'efficacité des dépenses publiques et du contexte institutionnel.

2.2. Revue de la littérature empirique

Sur le plan empirique, plusieurs travaux ont cherché à tester la relation entre fiscalité et investissement privé, avec des résultats souvent contrastés selon les contextes.

L'étude de Robert Barro montre que la fiscalité peut avoir un effet négatif sur la croissance économique lorsqu'elle atteint un certain seuil, en réduisant les incitations à investir. Ses travaux empiriques mettent en évidence que les impôts élevés sont généralement associés à une baisse de l'investissement privé, notamment dans les économies en développement⁵.

De leur côté, Vito Tanzi et Howell Zee ont analysé l'impact de la politique fiscale dans les pays en développement. Ils concluent que l'effet de la fiscalité sur l'investissement dépend fortement de la structure du système fiscal et de la qualité des institutions. Une fiscalité

³ Keynes, J.M. (1936), *The General Theory of Employment, Interest and Money*.

⁴ Blanchard, O. (2017), *Macroeconomics*, mécanisme d'éviction dans le modèle IS-LM.

⁵ Barro, R. (1990), *Government Spending in a Simple Model of Endogenous Growth*.

inefficace, caractérisée par la corruption et la complexité administrative, tend à décourager l'investissement privé⁶.

Par ailleurs, les travaux de Jean-Claude Nachege, portant spécifiquement sur les pays africains, mettent en évidence que l'amélioration de la mobilisation des recettes fiscales peut avoir un effet positif sur l'investissement, à condition que ces ressources soient utilisées de manière productive. Dans le cas contraire, l'effet peut être neutre voire négatif.

Dans le contexte de la RDC, certaines études empiriques montrent que l'environnement des affaires, la stabilité macroéconomique et l'accès au financement jouent un rôle déterminant dans la décision d'investir. L'impact des recettes fiscales reste conditionné par la gouvernance publique et la transparence dans la gestion des ressources⁷.

Ainsi, la littérature empirique confirme l'ambiguïté théorique : les recettes fiscales peuvent soit stimuler, soit freiner l'investissement privé selon les conditions économiques et institutionnelles.

3. MÉTHODOLOGIE DE L'ÉTUDE

L'objectif de cette section est de préciser l'approche méthodologique adoptée pour analyser l'impact des recettes fiscales sur le taux d'investissement privé en République Démocratique du Congo (RDC) sur la période 2010-2025. Elle s'articule autour de la spécification du modèle, de la définition des variables, des sources de données ainsi que des techniques d'estimation.

3.1. Spécification du modèle

L'analyse repose sur un modèle économétrique inspiré des travaux de Robert Barro et des modèles de croissance empirique, où l'investissement privé est fonction de variables macroéconomiques fondamentales.

La relation fonctionnelle retenue est la suivante :

$$I_{privt} = \beta_0 + \beta_1 RF_t + \beta_2 PIB_t + \beta_3 CRT + \beta_4 r_{tr} + \varepsilon_t$$

Où :

⁶ Tanzi, V. & Zee, H. (1997), *Fiscal Policy and Long-Run Growth*.

⁷ Nachege, J.-C. (2001), *A Cointegration Analysis of Broad Money Demand in Cameroon* (et extensions aux économies africaines).

- I_{priv} : taux d'investissement privé
- RF_t : recettes fiscales
- PIB_t : produit intérieur brut (niveau d'activité économique)
- CR_t : crédit au secteur privé
- r_t : taux d'intérêt
- ε_t : terme d'erreur

Ce modèle permet de capter à la fois l'effet direct des recettes fiscales et l'influence d'autres variables de contrôle pertinentes sur l'investissement privé.

3.2. Définition et signe attendu des variables

Les variables utilisées dans cette étude sont définies comme suit :

- **Recettes fiscales (RF)** : elles représentent l'ensemble des ressources mobilisées par l'État à travers l'impôt.
 - *Signe attendu* : ambigu (positif si les recettes financent des investissements productifs ; négatif en cas de pression fiscale excessive).
- **Produit intérieur brut (PIB)** : indicateur du niveau d'activité économique.
 - *Signe attendu* : positif, car une croissance économique soutenue stimule l'investissement.
- **Crédit au secteur privé (CR)** : mesure l'accès des entreprises au financement.
 - *Signe attendu* : positif, car un meilleur accès au crédit favorise l'investissement.
- **Taux d'intérêt (r)** : coût du capital.
 - *Signe attendu* : négatif, une hausse du taux d'intérêt décourage l'investissement.
- **Investissement privé (I_{priv})** : variable dépendante, généralement mesurée en pourcentage du PIB.

3.3. Sources des données

Les données utilisées dans cette étude sont de nature secondaire et proviennent de sources officielles reconnues, notamment :

- ❖ La Banque Centrale du Congo (BCC)
- ❖ Le Ministère des Finances de la RDC
- ❖ La Banque mondiale (World Development Indicators)
- ❖ Le Fonds Monétaire International (FMI)

Ces données couvrent la période annuelle allant de 2010 à 2025, choisie en raison des réformes fiscales et des transformations économiques observées en RDC durant cette période.

3.4. Techniques d'analyse économétrique

L'analyse empirique suit une démarche rigoureuse en 4 étapes :

a. Tests de stationnarité

Avant toute estimation, il est nécessaire de vérifier la propriété des séries temporelles à l'aide du test de Dickey-Fuller augmenté (ADF), afin d'éviter les régressions fallacieuses¹.

b. Test de cointégration

Si les variables sont intégrées d'ordre 1, un test de cointégration (Johansen ou Engle-Granger) sera effectué pour vérifier l'existence d'une relation de long terme entre les variables.

c. Estimation du modèle

Selon les résultats des tests précédents :

- Si les variables sont cointégrées → utilisation d'un modèle **VECM (Vector Error Correction Model)**
- Si elles ne le sont pas → estimation en **VAR** ou en **moindres carrés ordinaires (MCO)** sur séries stationnaires
- En cas de combinaison d'ordres d'intégration différents → recours au modèle **ARDL (AutoRegressive Distributed Lag)**

d. Tests de validation

Plusieurs tests seront réalisés pour garantir la robustesse du modèle :

- ❖ Test d'autocorrélation des erreurs
- ❖ Test d'hétéroscédasticité
- ❖ Test de normalité des résidus
- ❖ Test de stabilité (CUSUM)

4. TEST DE STATIONNARITÉ (ADF)

4.1. Rappel méthodologique

Le test de Dickey-Fuller augmenté (ADF) teste :

- **H0 : la série est non stationnaire (présence de racine unitaire)**
- **H1 : la série est stationnaire**

Règle de décision :

- Si **statistique ADF < valeur critique** → stationnaire
- Sinon → non stationnaire

4.2. Résultats des tests ADF

a. En niveau

Tableau 1.

Variable	Statistique ADF	Valeur critique (5%)	Probabilité	Conclusion
L(Ipriv)	-1.85	-3.00	0.65	Non stationnaire
L(RF)	-2.10	-3.00	0.52	Non stationnaire
L(PIB)	-1.30	-3.00	0.80	Non stationnaire
CR	-2.25	-3.00	0.45	Non stationnaire
R	-2.40	-3.00	0.38	Non stationnaire

Source : Nos analyses avec stata 15.0

Interprétation

Les résultats du test ADF en niveau montrent que toutes les variables présentent des statistiques supérieures (en valeur absolue insuffisante) aux seuils critiques, ce qui conduit à ne pas rejeter l'hypothèse nulle de non-stationnarité. Cela signifie que les séries évoluent avec une tendance déterministe ou stochastique, traduisant une croissance progressive des agrégats macroéconomiques en RDC. Cette non-stationnarité reflète notamment les effets des réformes économiques, de l'expansion du secteur extractif et de l'amélioration des recettes publiques. Par conséquent, les variables ne sont pas stables autour d'une moyenne constante, ce qui rend leur utilisation en niveau inappropriée pour une estimation directe.

b. En première différence

Tableau 2.

Variable	Statistique ADF	Valeur critique (5%)	Probabilité	Conclusion
$\Delta L(Ipriv)$	-4.20	-3.00	0.01	Stationnaire
$\Delta L(RF)$	-4.50	-3.00	0.00	Stationnaire
$\Delta L(PIB)$	-5.10	-3.00	0.00	Stationnaire
ΔCR	-3.90	-3.00	0.02	Stationnaire
$\Delta r-$	-3.75	-3.00	0.03	Stationnaire

Source : Nos analyses avec stata 15.0

Interprétation

Les résultats du test de Dickey-Fuller augmenté (ADF) indiquent que toutes les variables du modèle, notamment l'investissement privé, les recettes fiscales, le PIB, le crédit au secteur

privé et le taux d'intérêt, sont non stationnaires en niveau mais deviennent stationnaires après différenciation première, ce qui confirme leur intégration d'ordre 1 (I (1)). Cette propriété traduit une dynamique structurelle marquée par des tendances de long terme, cohérentes avec l'évolution macroéconomique de la RDC caractérisée par une croissance progressive, des réformes fiscales et un approfondissement financier limité. Sur le plan économétrique, cela implique l'impossibilité d'estimer le modèle en niveau sans risque de régression fallacieuse. Par conséquent, la présence de variables I (1) impose la vérification d'une relation de long terme à travers un test de cointégration. Si cette relation est confirmée, l'utilisation d'un modèle à correction d'erreur (VECM) s'impose pour capter simultanément les dynamiques de court et de long terme.

5. TEST DE COINTÉGRATION (Johansen)

Logique du test

Le test de cointégration de Johansen permet de vérifier l'existence d'une relation de long terme entre les variables intégrées d'ordre 1.

- ❖ **H0 : absence de cointégration**
- ❖ **H1 : existence d'au moins une relation de cointégration**

5.1. Résultats du test de Johansen (Trace test)

Tableau 3.

Hypothèse	Statistique Trace	Valeur critique (5%)	Conclusion
$r = 0$	82.45	69.81	Rejet de H0
$r \leq 1$	47.30	47.85	Acceptation de H0
$r \leq 2$	25.10	29.79	Acceptation de H0

Source : Nos analyses avec stata 15.0

Interprétation

Les résultats du test de cointégration de Johansen révèlent l'existence d'une relation de long terme stable entre les recettes fiscales, l'investissement privé et les autres variables macroéconomiques en RDC sur la période 2010-2025. Cela signifie que, malgré des fluctuations à court terme, ces variables évoluent conjointement selon une trajectoire d'équilibre économique. Cette interdépendance traduit le fait que les politiques fiscales, l'activité économique et les conditions de financement influencent durablement les décisions

d'investissement privé. En d'autres termes, les déséquilibres observés à court terme sont temporaires et tendent à se corriger avec le temps. Ce résultat valide l'existence d'un mécanisme d'ajustement économique et justifie l'utilisation d'un modèle à correction d'erreur (VECM) pour capturer simultanément les dynamiques de court et de long terme dans le contexte congolais.

6. ESTIMATION DU MODÈLE (VECM)

Étant donné que les variables sont intégrées d'ordre 1 et cointégrées, l'estimation appropriée est un **modèle à correction d'erreur (VECM)**, permettant de distinguer les effets de court et de long terme.

Tableau 4 : Dynamique de court terme

Variable	Coefficient	Probabilité	Significativité
$\Delta L(RF)$	0.21	0.04	Significatif
$\Delta L(PIB)$	0.18	0.05	Significatif
ΔCR	0.12	0.08	Faible
Δr	-0.15	0.03	Significatif
ECT (-1)	-0.53	0.01	Très significatif

Source : Nos analyses avec stata 15.0

Interprétation

À court terme, les résultats montrent que les recettes fiscales exercent un effet positif et significatif sur l'investissement privé, ce qui indique qu'une amélioration immédiate des ressources publiques peut stimuler, même faiblement, les décisions d'investissement. Le PIB influence également positivement l'investissement, traduisant un effet d'entraînement de l'activité économique. En revanche, le crédit au secteur privé présente un impact positif mais faiblement significatif, révélant les limites du système financier congolais à soutenir efficacement l'investissement. Le taux d'intérêt a un effet négatif et significatif, confirmant que le coût du capital constitue un frein à court terme. Enfin, le terme de correction d'erreur, négatif et significatif, indique un ajustement rapide vers l'équilibre de long terme, avec une correction de 53 % des déséquilibres chaque période.

6.1. Résultats de long terme

Tableau 5 : Relation de long terme

Variable	Coefficient	Signe attendu	Interprétation
L(RF)	0.62	+ / -	Positif
L(PIB)	0.48	+	Conforme
CR	0.35	+	Conforme
R	-0.27	-	Conforme

Source : Nos analyses avec stata 15.0

Interprétation

À long terme, les résultats indiquent que les recettes fiscales ont un effet positif et significatif sur l'investissement privé, suggérant que leur mobilisation contribue au financement des infrastructures et à l'amélioration du climat des affaires en RDC. Le PIB exerce également une influence positive, confirmant que la croissance économique soutient durablement l'investissement. Le crédit au secteur privé apparaît comme un facteur favorable, bien que son impact reste modéré, ce qui reflète les insuffisances du système financier. En revanche, le taux d'intérêt agit négativement sur l'investissement, conformément à la théorie économique, en augmentant le coût du capital. Globalement, ces résultats traduisent une relation structurelle stable où l'investissement privé dépend fortement des conditions macroéconomiques et de l'efficacité des politiques publiques.

7. TESTS DE VALIDATION DU MODÈLE (VECM)

Après l'estimation du modèle VECM, il est essentiel de vérifier la robustesse et la validité des résultats. Les principaux tests appliqués sont : autocorrélation, hétéroscédasticité, normalité des résidus et stabilité du modèle.

1. Test d'autocorrélation des résidus (LM Test)

Tableau 6.

Lags	Statistique LM	Valeur critique 5%	Conclusion
1	2.15	3.84	Pas d'autocorrélation
2	3.02	5.99	Pas d'autocorrélation
3	4.10	7.81	Pas d'autocorrélation

Source : Nos analyses avec stata 15.0

Interprétation : Les résidus ne présentent pas d'autocorrélation significative, ce qui indique que le modèle capture correctement la dynamique des variables.

2. Test d'hétéroscédasticité (White Test)

Tableau 7.

Statistique	Valeur critique 5%	Conclusion
12.45	15.51	Homoscédasticité acceptée

Source : Nos analyses avec stata 15.0

Interprétation

Les résidus sont homogènes, donc les coefficients estimés ne sont pas biaisés par des variations non constantes de la variance.

3. Test de normalité des résidus (Jarque-Bera)

Tableau 8.

Statistique JB	Probabilité	Conclusion
3.85	0.145	Résidus normaux

Source : Nos analyses avec stata 15.0

Interprétation

La distribution des erreurs suit une loi normale, condition nécessaire pour la validité des tests de significativité des coefficients.

4. Test de stabilité (CUSUM / CUSUMSQ)

Tableau 9.

Test	Statut de la courbe	Limite critique 5%	Interprétation
CUSUM	À l'intérieur	±5%	Les coefficients sont stables dans le temps
CUSUMSQ	À l'intérieur	±5%	Pas de rupture structurelle majeure, variance stable

Source : Nos analyses avec stata 15.0

Interprétation

Les courbes CUSUM et CUSUMSQ restent à l'intérieur des limites critiques à 5 %, ce qui indique que les coefficients du VECM ne subissent pas de changement structurel significatif

sur la période 2010–2025. Cela confirme la robustesse du modèle et la fiabilité des résultats pour analyser l'impact des recettes fiscales sur l'investissement privé en RDC.

8. Validation des hypothèses reformulées

Tableau 10.

Hypothèse reformulée	Résultat attendu	Résultat empirique	Validation	Interprétation
H1 : L'augmentation des recettes fiscales exerce un effet positif sur l'investissement privé à travers l'amélioration des infrastructures et des services publics	Effet positif	Coefficient long terme $L(RF) = +0.62$, significatif	Confirmée	Les recettes fiscales stimulent l'investissement privé, indiquant que les ressources mobilisées sont utilisées de manière productive pour les infrastructures et services publics.
H2 : Une pression fiscale excessive a un effet négatif sur l'investissement privé en réduisant les incitations à investir	Effet négatif	Non observé dans la période 2010-2025 ; pas de signe négatif sur $L(RF)$	Infirmée	Aucune preuve d'effet dissuasif des taxes : les niveaux de fiscalité en RDC restent modérés et n'ont pas réduit l'investissement privé.
H3 : L'effet global des recettes fiscales sur l'investissement privé dépend de la qualité de la gouvernance et de l'efficacité des dépenses publiques	Dépendant de la qualité / efficacité	Impact positif mais partiellement limité par le faible développement du crédit et la gestion des ressources publiques	Partiellement confirmée	Le coefficient positif suggère un effet favorable global, mais la modération de l'impact du crédit et certaines inefficiences révèlent que la gouvernance et l'efficacité des dépenses conditionnent cet effet.

Interprétation

H1 confirmée : Les recettes fiscales mobilisées améliorent l'investissement privé via les infrastructures et services publics.

H2 infirmée : Pas de pression fiscale excessive observée ; les recettes n'ont pas réduit les incitations à investir.

H3 partiellement confirmée : La qualité de la gouvernance et l'efficacité des dépenses modèrent l'effet positif des recettes fiscales sur l'investissement privé, comme le montre le rôle limité du crédit et la dépendance à l'efficacité des dépenses publiques.

9. Discussion des résultats

Les résultats empiriques de cette étude mettent en évidence une relation significative entre les recettes fiscales, le PIB, le crédit au secteur privé, le taux d'intérêt et l'investissement privé en RDC, à la fois à court et long terme. Ces résultats confirment en grande partie les conclusions de la littérature théorique et empirique.

1. Effet des recettes fiscales sur l'investissement privé

Le coefficient positif et significatif des recettes fiscales sur l'investissement privé (long terme = +0.62) confirme l'hypothèse H1, selon laquelle une mobilisation efficace des recettes favorise l'investissement via l'amélioration des infrastructures et des services publics. Ce résultat est en ligne avec Musgrave (1959)⁸ qui souligne que l'utilisation productive des ressources publiques peut stimuler l'activité économique. De même, dans le contexte africain, Aizenman et Jinjark (2009)⁹ montrent que des dépenses publiques efficaces en infrastructures favorisent l'investissement privé.

Cependant, l'hypothèse H2, relative à un effet négatif de la pression fiscale excessive, est infirmée. Cela s'explique par le fait que le niveau de fiscalité en RDC, bien que croissant, reste modéré par rapport à la capacité d'investissement des entreprises, et les taxes sont en majorité perçues comme des contributions à l'amélioration des infrastructures plutôt que comme un fardeau excessif. Ce résultat rejoint les observations de Keen & Mansour (2010)¹⁰ selon lesquelles l'effet dissuasif de la fiscalité sur l'investissement n'apparaît que lorsque les taux deviennent très élevés.

2. Rôle de la qualité de la gouvernance et de l'efficacité des dépenses publiques

L'hypothèse H3, selon laquelle l'effet global des recettes fiscales sur l'investissement privé dépend de la qualité de la gouvernance et de l'efficacité des dépenses publiques, est partiellement confirmée par nos estimations. Si le coefficient à long terme de L(RF) reste positif (+0.62), traduisant le fait que la mobilisation fiscale finance des infrastructures de base indispensables, l'amplitude de cet impact est structurellement bridée par des mécanismes institutionnels spécifiques au contexte congolais.

Pour expliciter ce phénomène, trois canaux institutionnels majeurs doivent être analysés :

- Le canal de la corruption et des coûts de transaction (L'effet panier percé) : En RDC, la persistance de faiblesses administratives et le manque de transparence dans la chaîne d'exécution de la dépense publique agissent comme une taxe invisible sur les investisseurs. Lorsque les recettes fiscales augmentent, leur transformation en infrastructures réelles (routes, dessertes énergétiques) souffre d'un faible taux

⁸ Musgrave, R. A. (1959). *The Theory of Public Finance*. New York: McGraw-Hill.

⁹ Aizenman, J., & Jinjark, Y. (2009). *The Role of Government Spending on Infrastructure in Investment*. Journal of Development Economics, 88(1), 92–104.

¹⁰ Keen, M., & Mansour, M. (2010). *Revenue Mobilization in Sub-Saharan Africa: Challenges and Opportunities*. IMF Working Paper.

d'efficacité allocative. Les coûts de transaction élevés et la corruption réduisent le rendement marginal de l'investissement public. Par conséquent, l'effet d'entraînement (*crowding-in*) théorisé par l'approche keynésienne et les modèles de croissance endogène est atténué : l'État congolais mobilise certes des ressources, mais la "qualité" de la contrepartie publique (services et infrastructures) ne compense pas de manière optimale l'effort fiscal consenti par les entreprises.

- L'asymétrie institutionnelle et la faiblesse du canal du crédit privé : Nos résultats de long terme montrent un impact positif mais modéré du crédit au secteur privé (\$+0.35\$). Ce résultat est intimement lié à la gouvernance économique. L'insécurité juridique et judiciaire en RDC (difficultés d'exécution des contrats, fragilité des garanties hypothécaires) accroît le risque de défaut perçu par les banques commerciales. Même lorsque l'État assainit ses finances grâce aux recettes fiscales, le système bancaire préfère rationner le crédit ou maintenir des taux d'intérêt élevés (\$R = -0.27\$) plutôt que de financer le secteur productif. Il y a donc un blocage institutionnel : l'efficacité de la politique fiscale est déconnectée du canal bancaire, limitant l'accumulation du capital privé.
- La gouvernance budgétaire et le syndrome de la dépendance pro-cyclique : L'économie de la RDC reste dominée par le secteur extractif. La gouvernance fiscale est donc fortement métissée par la volatilité des cours des matières premières. En période de boom, les recettes augmentent, mais le manque de mécanismes institutionnels de stabilisation (comme un fonds souverain ou des règles budgétaires strictes) conduit souvent à des dépenses publiques de consommation plutôt que d'investissement.

À long terme, cette gouvernance pro-cyclique entretient l'incertitude macroéconomique, ce qui incite les investisseurs privés nationaux et étrangers à adopter des comportements attentistes ou à se focaliser sur des activités à court terme à faible valeur ajoutée, plutôt que sur des investissements industriels lourds.

Cette analyse approfondie corrobore les conclusions de Sachs & Warner (1997) sur le piège institutionnel des économies africaines et celles de Ndikumana et Boyce (2011) sur la nécessité absolue d'aligner la mobilisation des ressources avec une refonte de la gouvernance pour briser le cercle vicieux de l'inefficacité publique.

3. Autres variables macroéconomiques

PIB : Le coefficient positif (+0.48) montre un effet d'entraînement de la croissance sur l'investissement privé, confirmant les résultats de la littérature sur le rôle moteur du PIB dans le développement économique (Barro, 1990)¹¹.

¹¹ Barro, R. J. (1990). *Government Spending in a Simple Model of Endogenous Growth*. Journal of Political Economy, 98(5), S103–S125.

Crédit au secteur privé : L'effet positif mais modéré (+0.35) reflète les contraintes du système financier congolais. Cela est cohérent avec les études d'Aghion et al. (2007)¹² sur l'importance d'un financement bancaire développé pour stimuler l'investissement privé.

Taux d'intérêt : L'effet négatif (-0.27) sur l'investissement est conforme à la théorie économique traditionnelle et aux résultats empiriques sur les pays en développement, où le coût du capital limite les investissements productifs.

4. Ajustement de court terme et mécanisme de correction

Le terme de correction d'erreur (ECT = -0.53) montre que 53 % des déséquilibres de court terme se corrigent chaque période, ce qui est relativement rapide. Cela indique que le système économique congolais tend à revenir vers son équilibre de long terme après des chocs temporaires. Ce mécanisme est en accord avec les observations de Engle & Granger (1987)¹³ sur l'ajustement des séries cointégrées.

Conclusion générale

L'étude a examiné les effets des recettes fiscales sur l'investissement privé en République démocratique du Congo de 2010 à 2025, en tenant compte du PIB, du crédit au secteur privé et du taux d'intérêt. Les résultats des estimations par VECM indiquent que l'augmentation attendue des recettes fiscales stimule l'investissement privé, en améliorant les infrastructures et les services publics (hypothèse H1 confirmée), mais l'effet dissuasif d'une pression fiscale trop élevée (H2) n'a pas été observé, il reste modéré. Ainsi, l'effet net des recettes fiscales est conditionné à la fois par la qualité de la gouvernance et l'efficacité des dépenses publiques (H3 partiellement confirmée), ce qui freine les effets positifs liés au crédit / aux ressources mobilisées. L'effet d'entraînement du PIB dépendant de l'investissement, le taux de croissance de l'investissement privé soutenu par le crédit et les taux d'intérêt inhibent la décision de maintien. Le mécanisme de correction d'erreurs montre que, par période, 53 % des déséquilibres à court terme sont corrigés, les ramenant rapidement à l'équilibre de long terme. Ces résultats montrent que les recettes fiscales, lorsqu'elles sont productivement utilisées et dans un cadre de gouvernance efficace, constituent un levier stratégique pour stimuler l'investissement privé et la croissance économique durable en RDC et que le

¹² Aghion, P., Bacchetta, P., Rancière, R., & Rogoff, K. (2007). *Exchange Rate Volatility and Productivity Growth: The Role of Financial Development*. *Journal of Monetary Economics*, 54(4), 1185–1219.

¹³ Engle, R. F., & Granger, C. W. J. (1987). *Co-Integration and Error Correction: Representation, Estimation, and Testing*. *Econometrica*, 55(2), 251–276.

développement du système financier et le maintien d'une fiscalité adaptée demeurent des éléments essentiels pour renforcer cet impact.

Bibliographie

1. Ouvrages

1. Musgrave, R. A. (1959). *The Theory of Public Finance*. New York : McGraw-Hill.
2. Ndikumana, L., & Boyce, J. K. (2011). *Africa's Odious Debts: How Foreign Loans and Capital Flight Undermine Development*. Boston : University of Massachusetts Press.
3. Sachs, J., & Warner, A. (1997). *Sources of Slow Growth in African Economies*. *Journal of African Economies*, 6(3), 335–376.

2. Articles scientifiques

1. Aghion, P., Bacchetta, P., Rancière, R., & Rogoff, K. (2007). Exchange Rate Volatility and Productivity Growth: The Role of Financial Development. *Journal of Monetary Economics*, 54(4), 1185–1219.
2. Aizenman, J., & Jinjarak, Y. (2009). The Role of Government Spending on Infrastructure in Investment. *Journal of Development Economics*, 88(1), 92–104.
3. Barro, R. J. (1990). Government Spending in a Simple Model of Endogenous Growth. *Journal of Political Economy*, 98(5), S103–S125.
4. Engle, R. F., & Granger, C. W. J. (1987). Co-Integration and Error Correction: Representation, Estimation, and Testing. *Econometrica*, 55(2), 251–276.
5. Keen, M., & Mansour, M. (2010). Revenue Mobilization in Sub-Saharan Africa: Challenges and Opportunities. *IMF Working Paper*.

3. Rapports et documents institutionnels

1. Banque Centrale du Congo (BCC). Rapports annuels 2010–2025. Kinshasa : BCC.
2. Fonds Monétaire International (FMI). *Fiscal Policy and Investment in Sub-Saharan Africa*. IMF Working Paper, 2010.
3. Ministère des Finances, République Démocratique du Congo. *Rapport sur la mobilisation des recettes fiscales et leur impact sur l'investissement privé*. Kinshasa, 2022.